

QUID DU PHENOMENE « KASOKO » OU PETITS MARCHES « PIRATES » SUR LES REVENUS DES MENAGES EN COMMUNE URBAINE DE BAGIRA (PROVINCE DU SUD-KIVU, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO2019)

Adam KIRUMBA NDANDA

*Assistant d'enseignements, Institut supérieur Pédagogique de Kaziba (ISP/Kaziba)
Département d'informatique et Gestion, Sud Kivu, R.D.C.*

kirumbanda@gmail.com

Résumé

Les « kasoko » (langue Swahili) sont des petits marchés surtout vespéraux dans le circuit informel, qui facilitent les achats ou les ventes pour la survie des ménages d'une population ayant un maigre revenu. Cette recherche du type empirique relevant de l'économie informelle décrit l'impact de l'activité des petits marchands sur les conditions socio-économiques des ménages dans la ville de Bukavu au cours de l'année 2019.

Nous nous intéressons à ce sujet car c'est une situation que les autorités taisent et en guise d'interpellation pour qu'elles se préoccupent de la situation des gagnepetits dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Sur le plan scientifique, cet article pourra servir de référence à tout chercheur qui voudra bien élargir ses études en ce domaine de lutte contre la pauvreté.

Le secteur informel, comme l'environnement, demeurent des sujets conjoncturels d'une portée économique importante en République Démocratique du Congo en général, et dans la commune de Bagira en particulier, ceci compte tenu de leur dynamisme et de leur mécanisme de fonctionnement mal connus et surtout peu maîtrisés.

Notre méthode de recherche a consisté principalement dans une enquête réalisée par observation directe facilitée par l'intervention des certaines autorités communales et celle des intervenants sur ces marchés. Sur le plan spécifique, cet article analyse le niveau de pauvreté qui crée une résistance pour la survie par la création des petits emplois de masse qui semble être mal connue par les pouvoirs publics.

Au niveau personnel, nous avons mené cette réflexion car nous sommes tous concernés pour ne pas dire victimes de la pauvreté dans laquelle vivent nos communautés, en l'absence criante de l'emploi qui entraîne une certaine pauvreté en République Démocratique du Congo en général et dans la Commune urbaine de Bagira en particulier.

Du quartier « CIRIRI » aux quartiers « Lumumba » et « Nyakavogo » en Commune de Bagira, 70 petits marchés informels ont été identifiés pour cette années 2019 (travail de terrain d'identification effectué par l'auteur). Une moyenne de 110 petits marchands a été répertoriée sur chacun de ces marchés, soit à peu près 7 700 petits marchands dans leur globalité (Idem).

De cette population des petits marchands de la Commune urbaine de Bagira ; nous avons focalisé notre étude sur un échantillon de 700 petits marchands constituant ainsi presque le 10^e de la population de notre cible.

L'étude renseigne sur le mode d'approvisionnement de ces opérateurs économiques surtout en denrées alimentaires de première nécessité, sur leur distribution, sur leur modalité de paiement et a abouti notamment aux résultats suivants :

- Ces petits business permettent les petits marchands la survie et des petites épargnes.
- La plupart des intervenants dans ce domaine sont des femmes et les enfants.
- Ces activités commerciales sont surtout nocturnes.

Mots-clés : Phénomène, petits marchés « pirates », conditions socioéconomiques

Abstract

The « kasoko » (in swahili language) are small markets especially in the evenings in the informal function which facilitates the population having a meagre income to do shopping or sales the survival of families. This research of the type on the ground dependent on the informal economy describes the impact of the activity of small merchants, on the socio-economic conditions of families in the town of Bukavu during the year 2019.

We are interested in this subject because it is a situation which the authorities pretend not to see and needs reminding them so that they take heed of the situation of the earning a little of the poor people in the frame of the struggle against the poverty.

The informal sector as the environment remains one of the juncture subjects of an important economic bringing in the Democratic Republic of Congo in general in the township of Bagira in particular.

And this in taking in to account their dynamism and their mechanism of functioning badly known and especially little mastered.

Our method of research consisted mainly in an inquiry archived by direct observation facilitated by the intervention of some communal authorities and that of certain intervening in these markets.

On the specific plan, this article analyses the level of poverty which creates a resistance on the survival by the creation of small mass employments which seen to be badly known by the public powers.

On personal level, we have this some thinking for we are all concerned for not to say victims of the poverty in which our communities live.

The cracking absence of the employment which entails a certain poverty in the Democratic Republic of Congo in general and in the commune of Bagira in particular.

From the quarter « Ciriri » to the quarters « Lumumba » and « Nyakavogo » in the Bagira commune, 70 informal small markets were identified in this year 2019 (work of identification carried on the ground by the author) ; more or less 110 small merchants were counted in each of these markets there are nearly a population of 7 700 small merchants in their total.

Of this population of the small merchants of the urban township of Bagira, we focalized our study on a sample of 700 small merchants constituting so almost the 10% of the population focused.

The study inquiries about the method of supply of these economic operators especially in mild food of primary need, about their distribution, about their method of payment and it ended in the following results :

- These small trades enable the small merchants the survival and small savings.
- Most of intervening in this field are women and children
- These commercial activities are especially nocturnal.

Keywords : phenomena, small markets « pirates », socio-economic conditions

Classification JEL D 1

INTRODUCTION

Pour mieux vivre en société, l'homme aspire à fournir un effort supplémentaire lui permettant de réunir des moyens susceptibles de définir sa vie effective en toute stabilité et assurance. Son combat de tous les jours porte sur la volonté de posséder, de jouir d'une certaine influence sur la société et gagner l'estime de soi dans le cadre économique et social. Sa vie est règlementée par une politique qui édicte des lois suscitant une harmonie et un équilibre dans le prescrit social

du quotidien. L'aspect économique demeure le déterminant légitimant la production à travers les activités.

Une planification réaliste, efficace, est à ce titre évidente, voire indéniable, pour la réalisation d'une certaine indépendance poussant l'humain à l'activité et à la stabilité qui vainc la peur de l'incertitude du lendemain. Il est vrai que le travail est une activité spécifique de l'homme qui trouve sa signification et sa vraie valeur dans la réalisation d'un revenu plus ou moins décent créant ainsi la solvabilité même de l'individu (G.B Muheme).

Premier et grand pourvoyeur d'emploi, l'Etat Congolais devrait offrir des opportunités et des facilités à ses populations de diverses manières dans le formel tout comme dans l'informel. En effet, le travail est pour l'homme dans sa réalisation ; dans l'amélioration des conditions de sa vie dans la société, un des piliers soutenant le sens de celle-ci.

Le travail permet donc à l'homme de se réaliser et c'est dans cet univers qu'il retrouve son statut et son identité. Dans le cas échéant, il vivra dans un traumatisme indescriptible le déformant à tout prix dans une perversion sadique (T. Nerd et S. Marysse 1996).

Pourtant, chaque pays au monde définit un produit intérieur permettant à chaque habitant de vivre, pas dans une grande aisance mais dans les limites de l'imaginable vital en se sentant stable.

La République Démocratique du Congo est l'un des pays ayant une économie calamiteuse. « En dépit de ses immenses ressources humaines et naturelles, la République Démocratique du Congo est par controverse classée parmi les pays les plus pauvres au monde. Certains indicateurs l'alignent parmi les pays les plus misérables de l'Afrique subsaharienne. Près des 80% de sa population survivent à la limite de l'indignité humaine avec moins de 0,2 dollar américain par personne et par jour » (Ministère du plan : Document de stratégies de réduction de la pauvreté, DSRP 2004).

Dans la commune de Bagira, des petits marchés prolifèrent ces dernières années des lieux publics très fréquentés. Ils sont peuplés des vendeurs et vendeuses des couches socialement démunies. Et, il y a toujours à vendre devant une maison située à un endroit fréquenté.

D'autres vendeurs et vendeuses sont ambulants dans l'objectif de maximiser leurs recettes, de combattre la concurrence et aussi de se rapprocher des consommateurs.

Bien qu'il y ait des marchés, des boutiques, voire des kiosques pouvant ravitailler les ménages ; des petits marchés des avenues ne cessent de se créer et s'improviser le long de presque toutes les voies publiques. Nous dispensons à nos lecteurs éventuels la peine de mettre à leur disposition la très longue liste de ces marchés « pirates » dans la commune urbaine de Bagira.

Quels seraient les mobiles qui justifient cette présence marchande dans tous les coins et recoins de la Commune ? Cette Commune étant la sphère principale de notre étude - vu le primat de l'informel dans l'économie congolaise- vit de celui-ci. La population se débrouille grâce à ce secteur en dépit de l'existence des quelques parents fonctionnaires rémunérés modiquement par l'Etat Congolais.

A ce sujet nous nous sommes posés les quelques questions qui suivent :

- Quelle est l'importance du petit commerce informel pour les ménages dans le circuit économique de la commune de Bagira ?
- Quel en est l'apport dans la recherche du bien-être collectif dans cette commune ?
- Quelle en sont les acteurs en même temps ?

Dans les lignes qui vont suivre, les témoignages des petits vendeurs nous renseignent sur les preuves d'une activité lucrative qui subvient tant bien que mal aux besoins primaires des ménages de la Commune de Bagira.

Il importe de souligner que les activités marchandes exercées dans les villes des pays sous-équipés sont généralement des micros activités avec deux caractères : la précarité de l'activité et son instabilité. Toutefois, elles constituent un grand moyen de survie pour les acteurs impliqués. Ces activités se font dans un contexte de pauvreté aigue pour résoudre l'impasse de l'économie familiale. Très souvent les offres d'emploi étant inférieures aux demandes, il existe quelques cas où sont utilisés les travailleurs avec un précaire paiement, les patrons étant confondus aux ouvriers (T.Nerdt et alii : op.cit.).

Ainsi nous assistons à un chômage déguisé.

Au niveau des ménages, les femmes supportent une part disproportionnée du fardeau de la pauvreté en destinant la majeure partie de leur effort à la famille et acceptent de s'occuper des personnes dépendantes de cette dernière.

La pauvreté est un cyclone dévastateur.

Dans la commune de Bagira, au Sud-Kivu, à l'est de la République Démocratique du Congo, les hommes et surtout les femmes sont déployées dans des petits marchés « pirates » pour la lutte contre la pauvreté, donc pour la survie. Ils prennent le risque de s'engager dans l'informel. Et le cas échéant, les enfants sont constamment sollicités pour maximiser le revenu et donner un coup de main au parent qui en a l'initiative. Les enfants sont déployés à longueur de journée sur les avenues et d'autres voies publiques pour la vente des beignets, des petits pains, du poissons et d'autres choses, la vente des clous au détail, des planches et même du carburant dans des bidons le long des chaussées... (ce petit commerce du carburant regorge beaucoup plus d'hommes que des femmes :KirumbaNdanda, Mémoire 2017).

Cette économie de misère et sa logique ne mettent pas ces enfants et leurs parents à l'abri des besoins.

Cette réponse populaire à la crise que traverse en général la République Démocratique du Congo et en particulier la Commune urbaine de Bagira est un moyen de réaliser une certaine redistribution des revenus dans les économies extraverties pareille à la nôtre, présentant des contraintes soit budgétaires soit physiques, ralentissant ainsi les échanges commerciaux.

Par contrainte budgétaire, nous comprenons la solvabilité du consommateur et la contrainte physique exprime la présence ou l'absence des biens ou des services sur le marché.

Il est évident que cette situation inquiétante présente une image sombre et lugubre de notre économie. Les conséquences des guerres à répétition ternissent la vie sociale et économique de la République Démocratique du Congo ; la commune de Bagira n'y est pas épargnée.

Elle a été construite par les colons Belges pour les agents et fonctionnaires indigènes de l'Etat Congolais après 1960, elle va connaître une importante impulsion démographique plus tard après l'indépendance (MPENDA Gatana, Ceruki 1979).

Ses habitants, en majeure partie fonctionnaires, ne sont pas affranchis du contexte conjoncturel de son économie. De ce fait là, ils ont recours à d'autres moyens de survie pour assurer l'équilibre de la vie familiale.

L'ampleur du secteur informel et sa complexité s'expliquent à la fois par des politiques de développement mal orientées et très limitées mises en œuvre par les autorités politiques au cours des dernières décennies, l'affaiblissement des institutions économiques et le mépris des textes réglementaires (Guy Verhaegen 1975), pour ne citer que cela.

Dans la Commune de Bagira plus spécialement, à l'instar de toute la République Démocratique du Congo, ces activités sont la conséquence immédiate des migrations des populations, de l'urbanisation liée à l'exode rural, des difficultés des pouvoirs publics à réguler les activités économiques, de la montée de la pauvreté mais aussi et surtout de la baisse sensible des emplois.

Il est impérieux de relever que le progrès scientifique est l'œuvre de recensement, de critique et d'ajout aux recherches préexistantes.

Pour le cas de cet article, le petit commerce informel n'est pas une activité récente dans la province du Sud-Kivu et même dans la commune de Bagira, il y a presque une décennie que ces activités ont commencé timidement jusqu'à atteindre de l'ampleur optimale de nos jours.

Le domaine de la lutte contre le chômage et la pauvreté dans la Commune de Bagira a été précédemment abordé par Francine BUGEME SEDI, de l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR) Bukavu 2003, qui avait souligné en son temps, après analyse de la situation socio-économique des petits vendeurs, que le manque d'encadrement dans ce domaine serait à la base d'une éventuelle désarticulation économique pour la femme désœuvrée et démunie, ne sachant pas quoi faire face à une multitude de difficultés qui la harcellent.

Elle note par ailleurs que l'esprit de solidarité dans les structures associatives est une valeur cardinale qu'il sied de capitaliser afin d'en faire une force capable de faire face aux contraintes dans la lutte pour la survie.

BARHONYI BISIMWA, au cours de l'année 2009, dans son mémoire voulant bien saisir les causes et l'origine de la présence massive des femmes dans les petites activités commerciales dans la commune de Bagira et les stratégies envisagées pour accroître leur revenu, indique que la souplesse de celles-ci par rapport aux hommes dans le domaine commercial est démontrée et justifierait leur grande représentation dans ce circuit. Il suggère en effet que le regroupement de ces femmes en Associations serait une stratégie plausible pour pouvoir impulser cette dynamique à une échelle plus ou moins grande qui induirait à l'autonomisation probable de la femme.

Justin AKILI NTABOBA, quant à lui, révèle dans son travail de fin d'études que c'est par souci de suppléer aux besoins familiaux qui reposent sur les épaules des femmes meurtries par la pauvreté qu'elles sont majoritaires dans le petit commerce surtout sur des petits marchés « pirates ».

Il suggère en outre que la création d'un centre d'encadrement au profit de ces femmes serait prise comme solution aux problèmes des femmes exerçant le petit commerce en leur octroyant des micro-crédits et mettre à leur disposition une éducation financière.

La prolifération des petits marchés « pirates » dans la commune de Bagira aurait une certaine portée sociale et économique qui influence le vécu quotidien des ménages dans cette commune. Ceci répondrait aux besoins primaires des ménages de tous ceux qui s'y activent.

Ne pouvant pas impulser une autonomisation effective, le commerce informel assure dans une moindre mesure la subsistance des ménages eu égard au contexte de la précarité qui caractérise cette activité informelle.

I. METHODES DE RECHERCHE

1.1. Présentation de la Commune urbaine de Bagira

Bagira est l'une des trois communes qui constituent la ville de Bukavu, province du Sud-Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo. Située à l'Ouest du lac Kivu, la Commune urbaine de Bagira se situe à 1500 m d'altitude. Avec une topographie accidentée, elle s'étend sur une superficie totale de plus ou moins 23,340 km².

Elle est située à 2° de latitude sud ; 28°31 de longitude Est. Elle est limitée au sud par les communes urbaines d'Ibanda et de Kadutu, à l'Est par le lac Kivu et une partie de la Commune urbaine de kadutu. À l'Ouest, la rivière Nyankakungule et le territoire de Kabare et enfin au Nord par la rivière Nyamuhinga.

Sur le plan démographique, il est difficile de donner avec précision, le chiffre de la population ; d'en établir la densité et même la répartition faute d'un recensement fiable. Mais les responsables urbains estiment, en tenant compte de nombreuses migrations de la population, que la population de la Commune de Bagira serait d'à peu près 488 305 habitants à une densité presque de 20 921 habitants par le km². (Sources : Division provinciale de l'intérieur et sécurité Sud-Kivu 2019).

Ces chiffres démontrent des graves déplacements des populations rurales vers la ville de Bukavu créant ainsi un exode rural avec des conséquences négatives sur l'habitat, sur la sécurité, même sur l'offre ou la demande des biens et services, bref, sur tout le tissu économique.

Concerné par ces déplacements des populations, le secteur informel est prédominant dans la Commune de Bagira. C'est ici que nous trouvons la production artisanale des divers produits : minier, du savon, de l'huile végétale, des petits métiers de production des biens et des services ainsi que le petit commerce.

La forte démographie de la population dans cette Commune et ses incidences nous amènent à ajouter que le trop peu d'emploi qui peut être disponible dans le secteur secondaire (services) exige de très difficiles conditions de recrutement, si pas impossibles, au vu des chercheurs d'emploi.

Il n'y a pas de terres arables dans toute la ville de Bukavu, moins encore dans la commune de Bagira. Et même s'il y en avait, l'exploitation du secteur primaire (les terres), ne serait pas une voie de sortie de la pauvreté. L'activité économique fait face à une multitude de besoins et la monnaie en est le seul intermédiaire. Pour dire que la monnaie est le seul bien intermédiaire dans les échanges.

Ainsi presque tous les ménages ont recours au secteur informel et la création des petits emplois. C'est le secteur des activités des petits marchés « pirates ».

Le choix de cette étude a été motivé par la présence de plusieurs petits marchés informels dans tous les coins, avenues et rues de la Commune de Bagira. Ils ont été identifiés par l'auteur (2019) pour raison de cette cause ; du moins pour les petits marchands potentiels sédentaires qui y sont logés en permanence.

Il existe en retrait des marchands ambulants revendant en état et à la criée des produits qui n'ont pas été la cible de ce travail, ambulants parce qu'ils n'ont pas des étalages dans les dits marchés. En outre, l'année 2019 a connu une grande présence des petits marchés le long des chaussées et avenues dans la Commune de Bagira. Cette activité regorge plus des femmes que d'hommes (constat de l'auteur sur le terrain).

1.2. Des méthodes

Les méthodes qui suivent ont concouru à la réalisation de ce travail :

- La méthode historique : Elle aide le Chercheur à situer et à relater les faits et les événements en se basant sur les plus pertinents, pour pouvoir retracer l'histoire de la commune de Bagira et ainsi constituer une petite ébauche des petits marchés informels.
- La méthode analytique : Elle consiste à décomposer le tout en ses parties pour l'étude. Elle nous a permis d'analyser les facteurs qui sont à la base de l'émergence de ce phénomène dans la commune de Bagira en particulier, de comprendre la motivation de chacun des intervenants dans ce domaine.
- La méthode comparative : Elle consiste dans l'analyse des ressemblances et des différences. Elle nous a aidés à comparer le commerce informel dans ses dimensions et les facteurs qui en constituent la trame. En outre, elle nous a permis de comparer le commerce informel et formel en vue de pouvoir en déceler l'apport pour les ménages de chaque intervenant.

1.3. Des techniques

Pour bien mener nos recherches et appuyer nos méthodes, nous avons requis l'usage des techniques, principalement :

- **L'interview directe** : Il s'agit ici de tout rapport oral entre deux personnes visant à obtenir certaines informations. Celle-ci nous a facilité la récolte des informations relatives à la thématique de ce travail auprès des vendeurs et vendeuses dans des petits marchés aussi bien que des autorités communales et autres intervenants.
- **L'observation** : Elle nous a permis de déceler les faits remarquables de notre enquête et d'en établir les hypothèses sur les relations entre les petits marchés « pirates », les ménages et la pauvreté. Elle nous a donc permis de considérer avec attention le phénomène dont il est question dans cette publication. Grâce à elle nous avons pu formuler les questions orales à soumettre aux différents intervenants sur les petits marchés informels.
- **La documentation** : C'est la recherche par des écrits relatifs au sujet du problème posé. Elle nous a facilité la consultation de certains écrits relatifs à notre réflexion dans le but de recueillir des informations utiles pour l'élaboration de ce travail.
- **L'échantillonnage** : C'est le choix du nombre des sujets à enquêter représentant la population ciblée pour une étude. Il est intervenu dans la prise d'une portion représentative de la masse qui a des activités dans ces petits marchés et en constituer le socle de ce travail. Le tirage d'un échantillon de 700 sujets a fait l'objet de cette étude, les 10% de la population ciblée.

II. DISCUSSION DES RESULTATS

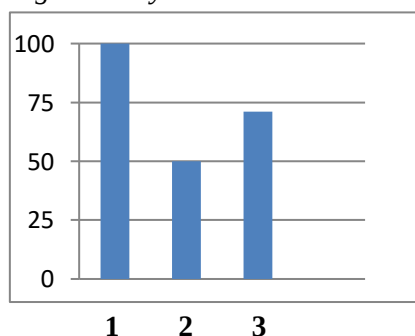
II.1 Présentation des résultats

Cette étude descriptive a abouti aux trois résultats qui sont :

- **Résultat 1** : La rentabilité de ces petits business permet la survie et les petites épargnes aux petits marchands.
- **Résultat 2** : La plupart des intervenants sont des femmes et des enfants.
- **Résultat 3** : Ces activités commerciales sont surtout nocturnes.

L'analyse de ces résultats démontre que 100% des petits vendeurs sur les marchés « pirates » de la commune urbaine de Bagira reconnaissent que cette activité leur est rentable et les met à l'abri des besoins physiologiques. 50% de l'échantillon tiré dénoncent le travail des enfants dans cette activité et 71% ont constaté les activités vespérales sur ces petits marchés.

Figure 1 : Synthèse des résultats obtenus



Légende

- 1** : 100% des enquêtés affirment que les petites affaires sur les marchés pirates leur permettent la survie
- 2** : 50% des petits marchands dénoncent le travail des enfants sur ces marchés
- 3** : 70% des enquêtés font ce commerce le soir

Source : conçu par l'auteur sur base du guide du protocole d'enquête

II.2. Discussion des résultats

Résultat 1 : La rentabilité des petits marchés « pirates » dans la commune de Bagira

100% des acteurs sur les petits marchés reconnaissent que leurs activités sont rentables et leur mettent à l'abri des quelques besoins physiologiques.

Si nous avons choisi de parler du petit commerce sur les petits marchés « pirates », c'est pour la simple raison que, par observation attentive, nous avons constaté que les animateurs dans ce domaine résolvent tant bien que mal certains de leurs petits problèmes d'ordre social et économique que ne le feraient d'autres individus qui œuvrent dans d'autres secteurs. Nous allons citer une majorité d'enseignants, d'infirmiers, des fonctionnaires de l'Etat et la liste n'est pas exhaustive dans le contexte de notre pays, la République Démocratique du Congo, y compris la Commune urbaine de Bagira.

Nous pouvons énumérer des besoins tels que :

- La lutte contre l'insuffisance alimentaire
- L'incapacité d'avoir un logement plus ou moins habitable
- L'incapacité d'avoir accès aux soins médicaux
- L'incapacité d'avoir un habillement plus ou moins décent
- L'incapacité de faire instruire ses enfants même à l'éducation de base
- Le non accès à l'eau potable, à l'électricité...

Cette situation frise une pauvreté qui ne dit pas son nom, même si elle est vécue de différentes manières dans chaque communauté de la commune de Bagira.

La prédominance du secteur informel dans la commune de Bagira constituant le pôle où nous trouvons les petits vendeurs d'huile de palme, d'huile végétale, du savon, des fretins frais sur étalages (sambaza), des fretins secs, de la banane, des pommes de terre ou de la patate douce et beaucoup d'autres camelotes, se justifie par la grande pauvreté qui caractérise ces communautés.

La surcharge de la femme ménagère encourage celle-ci à être plus active dans le petit commerce. Elle se démène à longueur de journée pour un gain qui dépasse légèrement trois dollars américains pour son panier (entretien avec Maman BULAMBO ZAWADI de son état vendeuse des fretins frais sur l'un des petits marchés de la Commune urbaine de Bagira).

Selon ces femmes ménagères, elles peuvent gagner tous les jours au moins trois dollars US pour les dix dollars US investis journalièrement et cela leur facilite des dépenses conjugales et, de la même manière, le jour suivant.

Cependant, elles confirment que ce serait insensé pour elles d'oublier l'épargne. Elles se regroupent à dix femmes au moins pour une contribution de mille francs congolais (équivalents à près de 1\$ USD) par jour, ce qui ferait les dix mille francs à remettre à chaque membre du

groupe le jour. Cette forme d'épargne leur permet d'affronter les difficultés de scolarité de leurs enfants, des soins ou même du transport pour le conjoint qui va aussi se « débrouiller » en ville.

Une autre catégorie des petits vendeurs informels des produits non périssables affirme qu'elle peut sans peine affronter les petits problèmes quotidiens des gagnepetits suite à une épargne à la carte d'un dépôt de mille francs congolais chaque jour et, à trente jours, ces petits vendeurs peuvent être capables même de payer avec ce revenu le loyer ou la scolarité de leurs enfants et autres dépenses.

Ces petits commerçants s'approvisionnent partout où ils peuvent trouver des fournisseurs mêmes occasionnels, soit à l'intérieur de la commune ou dans d'autres territoires et communes voisines. La prospection leur est spontanée et confondue à l'approvisionnement en marchandises, lequel s'effectue au grand comptant.

Les produits périssables perdent facilement leur valeur marchande au fil du temps. Pour ainsi dire, plus le temps passe, plus le prix des denrées, surtout celui des denrées alimentaires, baisse.

Les produits non périssables et peu demandés sur le marché résistent à l'érosion du prix étant facilement stockables. Dans ce contexte, le vendeur pourra définir le genre de règlement à appliquer selon les règles du petit commerce.

Dans la ville de Bukavu plus spécifiquement, à l'instar de toute la République Démocratique du Congo dont la Commune urbaine de Bagira, ces activités sont la conséquence immédiate que viennent accentuer les grandes migrations, les urbanisations liées à l'exode rural, les difficultés des pouvoirs publics à réguler les activités économiques, la montée de la pauvreté mais et surtout la baisse sensible des emplois.

Le secteur informel constitue à plus d'un égard, un phénomène induit par la spécificité des grandes inégalités sociales entre les membres de la communauté de la Commune urbaine de Bagira.

Résultat 2 : le travail des femmes et des enfants

50% de l'échantillon étudié dénoncent le travail des enfants en pratique dans ce secteur et l'insalubrité sur ces sites que causent les petits vendeurs et vendeuses. De nos enquêtes, nous avons constaté que 5% des enfants marchands sur ces marchés ont leurs propres capitaux et seuls 3% travaillent pour le compte du parent vendeur ou vendeuse

Par ailleurs, le lourd fardeau qui pèse sur les épaules de la femme citadine, tout comme sur celles de la femme rurale, féminise la pauvreté. Ceci pour signifier qu'il reste à la responsabilité de la femme toutes les charges du ménage qui la fragilisent davantage.

L'ampleur du secteur informel et sa complexité s'expliquent à la fois par les limites des politiques de développement mises en œuvre dans tous les milieux au cours des dernières décennies, l'affaiblissement des institutions et le manque de projets de sociétés pour les dirigeants.

Cette économie de misère et sa logique prédatrice ne mettent pas la majorité de ménages à l'abri

des quelques besoins. Cette réponse populaire à la crise que traverse le pays est un moyen de réaliser une certaine redistribution des revenus dans les économies extraverties, à l'image de celles de la République Démocratique du Congo.

La féminisation de la pauvreté décrit donc une structure émergente de la pauvreté dans laquelle les femmes sont plus vulnérables que les hommes dans la communauté Congolaise. La discrimination, ou bien dire, l'exploitation de la femme par la société témoigne de sa vulnérabilité.

Toutefois, il demeure qu'en réalité les femmes ont actuellement acquis un statut quasi supérieur avec beaucoup plus de pouvoir par rapport aux hommes dans nos sociétés urbaines. Cela se justifie par le fait que les problèmes consécutifs à la pauvreté leur sont transférés par les époux la plupart inactifs, irresponsables, démunis et même dépendants.

Cela se manifeste par certains indicateurs tels que :

- Le développement du travail des enfants.
- La perte de l'autorité maritale et parentale.
- La prostitution galopante comme moyen de survie même chez les femmes mariées...

La présence des petits marchés « pirates » dans la commune de Bagira dans sa globalité a une certaine influence sur la vie économique et même sociale des ménages de cette commune. D'autres paramètres peuvent concourir au bien-être collectif tel les écoles de proximité ou d'autres infrastructures, si celles-ci sont bien tenues, pour ne citer que cela.

Seulement, nous confirmons dans ces pages que, d'une manière spécifique, la présence des petits marchés « pirates » dans la commune de Bagira contribue tant soit peu au bien-être collectif de cette commune, en dépit des quelques dangers que présente cette activité.

A titre de rappel, le présent article a pour objectif général, de cerner la portée socio-économique des activités des petits marchés dits « kasoko » sur les ménages de la commune de Bagira.

Dangers environnementaux des petits marchés informels dans la commune urbaine de Bagira

Cette étude nous permet non seulement d'identifier la portée socio-économique des petits marchés dits « kasoko » sur les ménages de la commune de Bagira mais aussi d'identifier les méfaits que peuvent causer cette activité.

Dans les lignes précédentes, nous avons souligné que les activités des « kasoko » étaient rentables pour les démunis qui peuplent cette entité. Toutefois, par le manque de suivi de l'activité des petits marchands par les autorités communales aussi bien que l'absence des services d'assainissement efficaces et compétents, nous assistons à l'accumulation des tas d'immondices à chaque coin d'avenue provenant de ces petits marchés « pirates ».

Nous sommes tentés de supposer que ce manque d'hygiène est justifié par le délaissement, voire le désintéressement de la part du pouvoir dont sont victimes les animateurs qui se déploient sur ces marchés.

Malgré les efforts d'assainissement et d'hygiène, si petits soient-ils, que fournissent en grande partie les femmes elles-mêmes dans ces marchés, il demeure vrai que les dépotoirs publics sont inexistants dans la Commune, ce qui fait que les travaux collectifs effectués sur ces lieux de commerce ne donnent aucun bon résultat.

Voici ce que déclare ce Chef d'avenue, Monsieur KATEMBERA KABJE, que nous avons joint : « ces petits marchés sont un mal qui nous est nécessaire. Ils permettent à nos familles de se procurer les biens de première nécessité et à un prix accessible à toutes les couches sociales de la Commune de Bagira même pendant les heures tardives de la nuit. Cependant, nous avons conscience de la pollution que causent ces marchés et de ce qu'elle coûte énormément à la population de la commune. En dehors des eaux usées, les restes des produits périssables ; notamment les légumes et autres denrées alimentaires, accentuent l'insalubrité dans nos petits marchés et nos avenues. Toutefois en ma qualité de cadre de base, je voudrais bien me débattre pour réveiller la conscience des tous les acteurs impliqués dans ce domaine ».

Résultat 3 : activités nocturnes

Il a été constaté que pendant les heures de journées tous les petits marchés sont déserts. A la question de chercher à en savoir plus sur ce phénomène, les 500 enquêtés sur les 700 marchands déclarent qu'au début des journées les enfants sont occupés par l'école et les mères préparent la journée. Ce n'est que les après-midis qu'elles peuvent être disponibles pour les marchés.

71% des personnes enquêtées reconnaissent donc que cette activité est de complément et exercée le soir, avec comme avantage pour les parties la disponibilité des acheteurs et des vendeurs pendant ces heures de nuit.

CONCLUSION ET SUGGESTIONS

La connaissance de la portée socio-économique du petit commerce sur les petits marchés dits « kasoko » ou marchés « pirates » en commune de Bagira donne au lecteur les informations qui concernent la lutte contre la pauvreté d'une part et, de l'autre, des informations sur la création de l'emploi dans cette Commune en cette période où le niveau de l'emploi, celui de la vie ainsi que le pouvoir d'achat de la population sont très bas.

Pour décrire ce phénomène nous avons cerné une partie de la population des animateurs sur ces lieux commerciaux qui nous ont fait connaître les avantages socio-économiques qui découlent de cette activité. Certains aspects peuvent avoir échappé à notre observation mais nous osons affirmer que cette étude a analysé l'essentiel de cette problématique.

Différentes méthodes et outils nous ont aidés à accomplir cette tâche, notamment l'échantillonnage.

Nous avons donc mené notre étude sur 700 individus qui représenteraient en moyenne le dixième de la population estimée des petits vendeurs dans ces petits marchés disséminés dans différents quartiers de la commune de Bagira.

Les résultats de ce travail ont fait état d'une activité lucrative qui suppléerait aux maigres

revenus de la population de la commune de Bagira en majorité fonctionnaires et agents de l'Etat.

Toutefois, ce travail a relevé la non implication des pouvoirs publics dans l'exercice de cette activité.

100% de l'échantillon prélevé affirment que cette activité a élevé le niveau de vie de leurs ménages respectifs avec le peu qu'ils gagnent en passant par l'épargne. Ils reconnaissent le bien-être que procure cette activité informelle en dépit de sa fragilité.

Ces lignes ont ensuite mentionné la présence des enfants marchands dans ces marchés et 8% de l'échantillon étudié représentent des enfants de la tranche d'âge de 12 à 16 ans qui œuvrent dans ce secteur. Nous n'oublions pas de souligner qu'en dépit du fait que ce travail des enfants soit une violation des droits des enfants, cet aspect n'est pas le motif principal inscrit dans la rédaction de cet article.

Enfin, la plupart de denrées dans cette activité marchande étant constituée des produits périssables, l'auteur du présent article fait part d'un problème d'hygiène et d'insalubrité causée par ces petits marchés.

Les 100% des gestionnaires communaux interviewés reconnaissent l'absence des dépotoirs publics dans la commune de Bagira pour l'évacuation des gravats dans ces milieux.

Nous venons donc de clôturer cette réflexion mais nous ne pouvons pas le faire sans formuler quelques suggestions à l'attention des autorités politiques et administratives qui gèrent cette entité.

Nous reconnaissons par ailleurs que l'Etat est le plus grand pourvoyeur de l'emploi et nous encourageons tout de même les initiatives privées qui ne sauraient pas faire abstraction de l'intervention de l'Etat dans toute initiative.

A l'absence d'un emploi décent, les politiques et les administrations voudront bien être attentifs à l'initiative privée en assainissant le climat des affaires même dans le secteur informel. Celui-ci valant son pesant d'or dans le contexte actuel, caractérisé par une quasi absence de l'emploi ; le pouvoir devrait encadrer les petites activités génératrices de revenus par différents moyens, même si le pouvoir communal peut y tirer une petite contribution comme contrepartie de l'activité. Cela encouragerait les acteurs dans la commercialisation des petites choses et ainsi peuvent-ils améliorer leur vécu quotidien avec quiétude et lutter contre le chômage et la pauvreté des ménages.

BIBLIOGRAPHIE

- BARHONYI BISIMWA, la femme et le petit commerce dans la commune de Bagira, mémoire ISDR/BUAVU, 2 000.
- G.B Muheme, poids des économies non officielles, Belgique, Louvain la neuve.
- Guy Verhaegen, rôle du secteur informel dans le développement économique au Zaïre, in revue Cadicec-inso, n°44, 4^e trimestre, 1985.
- Justin AKILI CISIRIKA, la petite économie marchande et la vie socio-économique des ménages

- de Bukavu (cas du tarif Bukavu-cyangugu), TFE, ISDR/BUKAVU, 2002-2003, inédit.
- Francine BUGENE SEDI, la prolifération du commerce par les femmes et son impact sur les ménages à Bukavu (cas de la commune urbaine de Kadutu), TFE ISDR/BUKAVU, 2002-2003, inédit.
 - Ministère du plan, document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), kin, février 2004.
 - MPENDA GATANA, l'analyse de la structure économique dans la sous-région de Bukavu, in problématique du développement au Kivu, actes du 3^e colloque du CERUKI, Bukavu, avril, 1979.
 - Madame BULAMBO ZAWADI, vendeuse des fretins frais.
 - Monsieur KATEMBERA, cadre de base et chef de l'avenue Mokoto II dans la commune de Bagira.
 - T. Herdt et S. Maryse, l'économie informelle au Zaïre, survie et pauvreté dans la période de transition, Paris, Harmattan, 1996.